



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

**Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC)  
- 16 juin 2009**

**Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici ou d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement nos positions. Notre revue de presse n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.**

**Bonne lecture !**

**Comité communication du CNC**

<http://www.lecnc.com>

[cnc@lecnc.com](mailto:cnc@lecnc.com)

\*\*\*\*\*

**Le Droit, 16 juin 2009 - Bluff électoral**

Michael Ignatieff et Stephen Harper jouent cette semaine une partie de poker avec un enjeu coûteux: les 350 millions de dollars qu'il en coûte pour tenir une élection fédérale au Canada. Et comme dans toutes les parties de poker opposant des joueurs avec de gros egos, il faudra probablement attendre jusqu'à la dernière minute avant de connaître l'issue de ce bluff électoral.

Certains observateurs croyaient que M.Ignatieff dévoilerait son jeu hier. Il ne l'a pas fait, ou du moins, pas comme on s'y attendait. Il a plutôt abattu quatre conditions en retour desquelles il tente de monnayer l'appui de son Parti libéral. Ce sont: un plan de sortie du déficit, un compte rendu précis sur les dépenses d'infrastructures, du mouvement dans le dossier d'assurance-emploi et un plan pour garantir un approvisionnement en isotopes médicaux pour les Canadiens. Ce dernier thème n'ayant rien à voir avec un éventuel vote sur les dépenses fédérales d'infrastructures, le premier ministre Stephen Harper l'a vite balayé sous le tapis, prétextant que son gouvernement faisait tout en son pouvoir pour régler le dossier séparément.

Les interrogations de M.Ignatieff sont légitimes, mais le gouvernement de M.Harper y a déjà pas mal répondu. Quand le ministre des Finances, Jim Flaherty, a annoncé la dernière hausse du déficit budgétaire à 50 milliards, il a réitéré que le plan d'élimination du déficit d'ici 2013 demeurait en place. Nous avons de la difficulté à y croire et de toute évidence, M.Ignatieff aussi. Mais ce dernier a l'air un peu bizarre en faisant l'une de ses conditions d'appui. Sur la question de l'assurance-emploi, les deux hommes ont des vues très divergentes: elles sont connues. M.Ignatieff veut faciliter l'accession à l'assurance-emploi, aider les nouveaux chômeurs à se qualifier aux

prestations. M.Harper a pris le problème à l'inverse: il a prolongé la période d'admissibilité de manière à ce que les prestataires d'assurance-emploi puissent en recevoir plus longtemps, compte tenu des difficultés à se trouver de l'emploi en période de crise économique. M.Ignatieff répète aussi qu'il voudrait que le plancher minimum de semaines de travail pour atteindre l'admissibilité soit ramené à 360heures au cours de la dernière année. M.Harper refuse catégoriquement, préférant garder le présent système qui prévoit des planchers différents selon les régions du Canada. Franchement, cette position nous semble plus logique.

Enfin, il y a la question du compte rendu des dépenses d'infrastructures. Pendant des semaines, les conservateurs ont cherché dans les cartons des trois paliers de gouvernement des projets prêts à démarrer. Shovel-ready, comme disent les anglophones. Ils n'en ont visiblement pas trouvé tant que ça parce que ça paraît dans les statistiques de l'emploi au Canada. Il reste qu'on ne dépense pas des milliards de dollars en criant ciseau. Il faut des idées qui répondent aux besoins de la population prenez la nouvelle École des métiers de La Cité collégiale à Orléans, par exemple, des critères d'admissibilité, des ententes avec les autres gouvernements, des plans précis, des appels d'offres, tout le tralala. Il était tout de même illusoire de croire que tout pourrait se faire à la vitesse de l'éclair. Si le gouvernement Harper avait appuyé un investissement majeur dans un nouveau système de train à grande vitesse dans le couloir Québec-Windsor par exemple, comme LeDroit le favorisait avant le budget fédéral, pour faire une véritable différence pour des générations à venir on ne serait pas en train de fixer des rails ces jours-ci. C'est pourquoi il faut donner un peu de corde aux conservateurs dans ce domaine, malgré notre impatience à voir l'économie redémarrer.

Hier, les Canadiens ont pu voir la partie de poker Ignatieff-Harper commencer sous leurs yeux. Ouverture de M.Ignatieff. Réplique de M.Harper. Réaction de M.Ignatieff. Ça sera ainsi pour les quelques jours qui viennent. Sans dire qu'ils jouent avec l'argent de nos impôts, le bluff électoral auquel ils se livrent prouve au moins qu'ils sont les deux à la même table, qu'ils se surveillent, et qu'ils se parlent. Cela a du bon. Les chefs des deux grands partis doivent dialoguer pour diriger notre pays dans le présent climat, et dans le cadre d'un gouvernement minoritaire à la Chambre des communes. Il s'agit d'un premier pas.

Pierre Jury

\*\*\*\*\*

## **Le Soleil, 16 juin 2009 - Le train électoral en marche**

Il n'est pas encore trop tard pour l'arrêter, mais le train électoral est sorti de la gare, hier, avec un grand sourire de Stephen Harper et une sourde inquiétude dans le clan de Michael Ignatieff.

Ces élections estivales dont personne ne veut prendre la responsabilité se font de plus en plus possibles, le premier ministre ayant repoussé les demandes somme toute faiblards du chef libéral. En avant-midi, M. Ignatieff croyait avoir frappé un circuit en relançant la balle dans le camp conservateur. Son parti refusera de voter les crédits budgétaires, vendredi, à moins que le

gouvernement «ouvre» sur l'assurance emploi, notamment.

Il ne posait pas vraiment de conditions inacceptables et demandait même l'accélération des projets d'infrastructure, alors qu'une campagne électorale aura exactement l'effet contraire.

Il voulait également que le ministre des Finances présente ses prévisions financières sur cinq ans et son plan de retour à l'équilibre budgétaire. Jim Flaherty pourrait lui donner des chiffres, n'importe lesquels, et ils seraient tous faux, la suite de la crise étant imprévisible.

Étrangement, les libéraux n'ont fourni aucune documentation écrite pour soutenir leurs demandes et n'ont pas posé de questions aux Communes sur des sujets qui, en théorie, auraient dû être leur priorité.

Aux journalistes qui lui demandaient pourquoi il laissait autant de portes de sortie à M. Harper, M. Ignatieff a répondu que c'était là son «style». Il jurait presque sur la tête de sa mère qu'il désirait que le Parlement fonctionne.

S'il n'avait pas prévu la réaction de Stephen Harper, c'est qu'il connaît mal son homme. Parce que le premier ministre lui a dit non en quatre questions-réponses, dans un rare point de presse.

Les libéraux ont une bonne cote dans les sondages et leurs finances se portent mieux. Mais sur le terrain, ils ne sont pas prêts, et le numéro un du Parti au Québec, Denis Coderre, n'avait pas le ton triomphant, hier, et ce, avant même d'entendre la réplique de M. Harper.

Ce combat des chefs a pour conséquence de reléguer Gilles Duceppe et Jack Layton dans les estrades. Les deux ont voté contre le budget, et ont déjà annoncé leur intention logique de refuser les crédits qui l'accompagnent, dans trois jours.

Mais Michael Ignatieff a approuvé ce budget, lui, et doit donner de très bonnes explications pour en rejeter les crédits. Sa prestation d'hier manquait de conviction.

Le sort de ce Parlement repose donc sur les épaules des libéraux, et il ne faut pas compter sur un accident de parcours ou une épidémie subite de grippe pour modifier les votes : les trois partis d'opposition mobiliseront tous leurs députés pour ce dernier jour de session.

Un gouvernement minoritaire est toujours prêt pour des élections, a dit M. Harper. Le coffre-fort conservateur déborde de fonds, et l'organisation est déjà en marche.

Pourquoi des élections? Étrangement, seuls les dirigeants conservateurs souhaitent des élections rapides, car la prochaine année sera encore plus difficile sur le plan économique.

Ils estiment leurs chances de sauver la mise meilleures cet été qu'après le budget de février ou mars 2010, contre lequel voteront les libéraux, mieux préparés en outre pour une campagne électorale.

Les libéraux aimeraient attendre, mais pas au prix que M. Ignatieff fasse un Stéphane Dion de lui en cédant constamment aux conservateurs.

J'ignore comment le chef libéral pourra trouver une ouverture dans la réponse du premier ministre. M. Harper a son os et le tient. À moins d'une reculade majeure, M. Ignatieff nous amènera aux urnes le 27 juillet ou le 4 août. Ce n'est pas parce que personne n'en veut qu'il n'y en aura pas!

Raymond Giroux

\*\*\*\*\*

### **Le Soleil, 16 juin 2009 - Ignatieff, le raisonnable**

Le chef libéral Michael Ignatieff n'exige rien. Il met même de côté sa propre réforme de l'assurance emploi. Il est prêt à sauver le gouvernement Harper en échange d'un geste symbolique de sa part.

Il ne demande ni politique particulière, ni projet précis. Seulement des réponses à quatre petites questions. Simplement des réponses... quelles qu'elles soient.

En fait, il souhaite que le premier ministre l'aide à l'appuyer vendredi à la Chambre des communes, qu'il lui permette de le soutenir - sans perdre la face, s'entend.

Oui, Michael Ignatieff est «raisonnable», comme il le dit en parlant de lui-même.

Nous ne lui reprocherons pas. Il aurait agi de façon irresponsable s'il avait collé un fusil électoral sur la tempe du premier ministre canadien. Voilà ce qu'on pouvait dire hier matin après la présentation des conditions adressées par M. Ignatieff à Stephen Harper.

On pouvait déjà ajouter qu'il faudrait que M. Harper soit buté pour refuser de répondre à d'aussi petites questions. On pouvait espérer qu'il ne se cabre pas par orgueil ou par calcul.

Le premier ministre a malheureusement semblé faire preuve d'une déplorable intransigeance en fin d'après-midi.

Certes, il a précisé vouloir inclure les travailleurs autonomes dans le régime de l'assurance emploi. Mais ce chef de gouvernement minoritaire a surtout joué à celui qui ne s'abaisserait pas à en dire davantage au chef de l'opposition officielle.

Il a fait comme si son devoir était de refuser de fournir des réponses significatives à la question portant sur l'assurance emploi ainsi qu'aux trois autres, lesquelles sont pourtant tout à fait légitimes.

Il serait effectivement pertinent de connaître avant la prorogation du Parlement ce qu'entend faire Ottawa pour remédier à la pénurie d'isotopes médicaux. Oui, il faut une indication qui permette de

savoir où l'on va. Il serait par ailleurs normal de savoir quelle somme a été réellement dépensée en infrastructures.

La seule question dont l'intérêt est moindre concerne le plan de retour à l'équilibre budgétaire. À ce stade-ci, aucun plan n'apparaîtra crédible à qui que ce soit.

Ce qu'il faut surtout dénoncer aujourd'hui, ce n'est pas la naïveté de Michael Ignatieff, c'est la possible intransigeance de Stephen Harper.

Le chef du gouvernement ne peut pas considérer qu'il a dit tout ce qu'il pouvait dire.

Si ce devait être le cas, il porterait une grande part de responsabilité dans le déclenchement d'élections générales en juillet.

Jean-Marc Salvet

\*\*\*\*\*

### **Le Devoir, 16 juin 2009 - Élections: le bras de fer s'engage à Ottawa**

Le bras de fer a commencé au Parlement. Le chef libéral, Michael Ignatieff, a exigé hier du premier ministre qu'il réponde à quatre «questions» avant de décider s'il plongera ou pas le pays en élections vendredi. Stephen Harper a dit n'avoir aucun problème avec trois des conditions libérales, mais a semblé plus ferme sur l'assurance-emploi. Les deux hommes se disent toutefois prêts à discuter pour éviter une élection dont personne ne veut.

Le grand tourment électoral a repris de plus belle hier sur la colline parlementaire, à quatre jours du vote de confiance fatidique. En matinée, Michael Ignatieff a fait monter la tension. «Je ne veux pas d'élections, et les Canadiens ne veulent pas d'élections, mais je dois faire mon travail et demander des comptes au gouvernement», a-t-il dit. Le chef libéral pose quatre conditions (bien qu'il rejette ce terme) à son appui. Il veut:

- obtenir davantage de détails sur les dépenses réelles, et non pas seulement planifiées, en infrastructures depuis trois mois;
- connaître la stratégie du gouvernement conservateur pour éponger le déficit record;
- voir un plan concret pour pallier la pénurie d'isotopes médicaux;
- connaître les changements au programme d'assurance-emploi que M. Harper dit cogiter pour l'automne.

Si les trois premières conditions ne semblent poser aucun problème au premier ministre, l'assurance-emploi constitue toutefois la pierre d'achoppement. M. Ignatieff avait exigé plus tôt

cette année l'adoption d'une règle d'admissibilité uniforme, et réduite, au programme, celle des 360 heures travaillées pendant l'année. M. Harper a catégoriquement refusé un tel changement hier, qu'il qualifie d'«année de travail de 45 jours» et juge «irresponsable», car trop coûteux et décourageant le labeur. Le seul changement qu'il est prêt à apporter est celui promis pendant la dernière campagne électorale, soit d'offrir la possibilité aux travailleurs autonomes de participer dorénavant au programme. Cette réforme, compliquée à mettre en oeuvre, ne peut être concoctée d'ici vendredi, a averti M. Harper. «Ce n'est pas un changement facile. C'est un changement majeur», a-t-il dit.

Le premier ministre a ouvert la porte à une discussion sur le sujet, bien qu'en ses termes à lui. «S'ils veulent partager leurs idées ou s'ils ont d'autres idées, qu'ils les clarifient, et nous serons certainement prêts à dialoguer avec eux cet été en vue de préparer la session d'automne. Mais de demander des changements indéfinis et importants en quelques jours n'est pas réaliste. Je les décourage.»

Sur les ondes de TVA en soirée, Michael Ignatieff a dit lire dans ces propos une ouverture de la part du premier ministre. «J'ai vu quelques signes de progrès, a-t-il dit. Il faut être sérieux, baisser le ton et chercher des solutions. [...] Je suis prêt à le rencontrer dès demain [aujourd'hui].»

Plus tôt dans la journée, il avait d'ailleurs laissé entendre qu'il pourrait se montrer flexible si on pouvait lui prouver qu'une norme de 360 heures, même temporaire, nuirait considérablement aux finances publiques. «Si Harper peut me convaincre que, pour des raisons fiscales, un grand changement aux [normes] d'admissibilité causerait des problèmes aux finances publiques, je suis prêt à écouter son raisonnement.» Toutefois, M. Ignatieff n'a jamais indiqué qu'il serait prêt à abandonner complètement l'idée d'uniformiser l'accès au programme. Au contraire, il a suggéré de puiser l'argent nécessaire dans certains fonds d'infrastructure qu'il ne juge pas assez ciblés.

### **Ni loup, ni mouton**

Tout au long de sa conférence de presse, Michael Ignatieff a insisté sur le caractère «pragmatique» de son approche. Il a maintes fois répété qu'en situation minoritaire, c'était la responsabilité de tous les partis, y compris celui au pouvoir, de faire des compromis pour faire fonctionner le Parlement. Il cherchait de toute évidence à diffuser l'impression qu'une élection estivale lui serait imputable à lui seul. Il se dit prêt à siéger plus longtemps pour permettre à M. Harper d'obtenir le «consentement» de la Chambre sur les changements envisagés.

À ceux qui lui ont demandé s'il ne se retrouvait pas dans l'inconfortable position où s'était trouvé son prédécesseur, à savoir dans l'obligation de montrer les crocs dans l'espoir d'obtenir des concessions du gouvernement conservateur, puis de plier l'échine au moment du vote, Michael Ignatieff a eu cette réponse: «Je ne suis ni un loup, ni un mouton, ni Stéphane Dion.» M. Ignatieff a dit que lui et tous ses députés voteraient contre le gouvernement vendredi s'il n'obtient pas ce qu'il exige.

### **Ultimatum mou**

Étrangement, Michael Ignatieff n'a posé aucune question aux Communes sur son ultimatum lancé

en matinée. Il a plutôt attaqué le gouvernement à propos de la pénurie d'isotopes médicaux. Surpris, l'entourage du premier ministre Harper a dû convoquer les médias en catastrophe en après-midi pour exprimer le point de vue du gouvernement.

Le premier ministre a reproché à Michael Ignatieff d'être flou dans ses demandes, ce qui complique la tâche du gouvernement. «C'est difficile de répondre à un ultimatum sans ultimatum. Normalement, on dit "Fais ceci ou bien...", mais, dans ce cas-ci, il n'y a que le "ou bien..."», a-t-il dit, sourire en coin, ajoutant: «On ne peut pas faire ça avec des dates limites de quelques journées avec des choses aussi imprécises. Ce n'est pas réaliste.»

La fièvre électorale n'était d'ailleurs pas au rendez-vous hier sur la colline parlementaire. Le ton était calme et civilisé, loin des attaques partisans qui précèdent généralement les hostilités. «Je me serais attendu en effet à ce que ça soit un peu plus musclé», a soutenu Gilles Duceppe en parlant des questions du Parti libéral.

D'ailleurs, le caucus libéral s'est réuni hier matin, et Michael Ignatieff n'a pas demandé à ses députés de se préparer pour la guerre. Un député libéral confiait ne pas chercher à réserver un local électoral ou à faire imprimer ses pancartes. «On n'a aucun mot d'ordre sur un déclenchement d'élections», a-t-il dit sous le couvert de l'anonymat.

Le lieutenant d'Ignatieff au Québec, Denis Coderre, convenait que si des élections étaient déclenchées en fin de semaine, le PLC devrait «accélérer le processus» pour être prêt. Cette absence de frénésie électorale peut toutefois changer rapidement, prévient Gilles Duceppe. «Mon expérience me dit de faire bien attention à tout ce qui peut se produire.»

Le chef du Bloc québécois s'est dit déçu des conditions posées par Michael Ignatieff. Sa formation votera contre les crédits budgétaires vendredi, et tous ses députés seront au rendez-vous. Même scénario du côté du Jack Layton, au NPD. «Ce n'est pas très clair. Je ne sais pas s'il peut dire qu'elles sont vraiment ses demandes. Quand on exige quelque chose, on utilise les occasions qui existent pour faire changer la direction du gouvernement. Il ne l'a pas fait.»

Les conservateurs détiennent 143 sièges, contre 77 pour les libéraux, 48 pour le Bloc québécois et 36 pour le NPD. Il y a un indépendant (André Arthur) et trois sièges vacants au Québec (Paul Crête, qui tente sa chance au provincial), en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique.

Hélène Buzzetti , Alec Castonguay

\*\*\*\*\*

## **Le Devoir, 16 juin 2009 - Vote de confiance à Ottawa : Un jeu risqué**

Un nouveau psychodrame se prépare sur la colline parlementaire à Ottawa. La perspective d'élections estivales un 27 juillet, qui s'estompait d'elle-même tant ce scénario apparaît à tous inopportun, a été ravivée hier par le Parti libéral dont le chef, Michael Ignatieff, pose maintenant

des conditions pour donner son appui au gouvernement lors du vote de confiance de vendredi prochain.

La stratégie de M. Ignatieff est on ne peut plus transparente. Il cherche une porte de sortie pour appuyer le gouvernement en disant qu'il a obtenu des concessions. Il ne veut pas être affecté du syndrome Stéphane Dion qui a dû, lorsqu'il était chef de l'opposition, voter à répétition la confiance au gouvernement par peur de se retrouver en élections.

Les conditions du chef libéral sont plutôt douces et pourraient être satisfaites pour peu que le premier ministre veuille se montrer beau joueur. Sauf que Stephen Harper est peu porté au compromis. La dernière fois qu'il y a consenti, c'était à la suite de la crise déclenchée en décembre par la présentation d'un énoncé financier ne contenant aucun plan de relance pour affronter la crise économique. Il a plié, mais en est resté meurtri. Par simple orgueil, il est capable d'envoyer paître son interlocuteur qui devra à son tour voter la confiance la tête basse ou provoquer la tenue d'élections. Le cas échéant, chacun en tiendra l'autre responsable, mais le résultat sera que l'on aura des élections inutiles. Outre la paralysie de l'appareil administratif et le ralentissement de la mise en oeuvre du plan de relance économique, le contexte estival entraînera un taux d'abstention élevé et dévalorisera le processus électoral.

Stephen Harper se dit prêt à rencontrer Michael Ignatieff qui s'en réjouit. Mais que sortira-t-il de cette rencontre puisque le premier ministre précise par ailleurs n'entendre d'aucune façon accéder à la suggestion que prône depuis des mois le chef libéral de réduire à 360 heures de travail le critère d'accessibilité à l'assurance-emploi pour toutes les régions?

Si jamais cette rencontre a lieu, ce sera la première entre les deux hommes depuis le mois de janvier. Dans le contexte de crise économique actuel, on aurait pu espérer qu'il y ait un dialogue entre ces deux hommes autrement que dans le cadre de la période de questions. Au lieu d'être dans un mode de coopération, le gouvernement et l'opposition évoluent en mode confrontation depuis la collision du mois de décembre. L'un et l'autre attendent le meilleur moment pour demander au peuple de trancher en élisant un gouvernement majoritaire. La dernière fois, le peuple a justement refusé de trancher et pourrait bien le faire de nouveau. Pour l'instant, aucun sondage ne laisse croire que, si des élections avaient lieu maintenant, il ferait autrement. Peut-être serait-il temps qu'ils changent de stratégie et optent pour la collaboration.

Bernard Descôteaux

\*\*\*\*\*

### **La Presse, 15 juin 2009 - Ignatieff lance un ultimatum**

Le premier ministre Stephen Harper affirme qu'il ne veut pas d'élections estivales. Le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, soutient la même chose. Mais les deux hommes devront faire d'importants compromis d'ici à vendredi pour éviter un scrutin le 27 juillet.

MM. Harper et Ignatieff doivent se rencontrer aujourd'hui pour tenter de trouver un terrain d'entente sur les réformes à apporter au régime d'assurance emploi et discuter d'un plan pour pallier la pénurie des isotopes médicaux à la suite de la fermeture du réacteur nucléaire de Chalk River.

Michael Ignatieff souhaite aussi arracher au gouvernement conservateur minoritaire plus de détails au sujet des dépenses réelles réalisées jusqu'ici dans les projets d'infrastructures et obtenir des précisions au sujet du plan d'Ottawa pour rétablir l'équilibre budgétaire.

M. Ignatieff a fait connaître ses exigences en matinée. M. Harper a rétorqué en après-midi que les demandes de son adversaire libéral étaient loin d'être claires et s'est montré peu enclin à y donner suite, en particulier la demande du chef libéral de déposer avant vendredi la réforme à l'assurance emploi envisagée par les conservateurs.

Jeudi dernier, M. Harper a évoqué des changements à l'assurance emploi pour l'automne. Lundi il a précisé que ces changements toucheraient uniquement les travailleurs autonomes.

«Ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire en une semaine ou deux semaines. Nous avons besoin de l'été pour finaliser nos propositions. Et si M. Ignatieff a des idées à cet égard, nous sommes toujours prêts à les écouter. Mais c'est difficile de répondre à un ultimatum qui n'est pas un ultimatum», a dit M. Harper.

### **Menace d'élections**

Après avoir passé la fin de semaine à étudier le deuxième rapport du gouvernement Harper expliquant les mesures prises pour relancer l'économie canadienne jusqu'ici, le chef libéral a mis les conservateurs en demeure de se plier à ses conditions avant vendredi, à défaut de quoi il compte voter contre les crédits budgétaires aux Communes.

Si M. Ignatieff met sa menace à exécution, le gouvernement Harper sera défait puisqu'il s'agit d'un vote de confiance et que le Bloc québécois et le NPD ont déjà affirmé qu'ils voteront contre.

Les Canadiens seraient alors convoqués aux urnes le 27 juillet, pour le quatrième scrutin fédéral en cinq ans.

En privé, des stratèges des deux camps ont laissé entendre lundi que des élections étaient inévitables, à moins que l'un des deux protagonistes ne recule avant la fin de la semaine. La question est donc de savoir qui fera les manoeuvres nécessaires pour éviter une collision frontale entre le gouvernement Harper et les partis de l'opposition.

«Je ne souhaite pas d'élections. Mais faire notre travail veut dire respecter nos principes, a déclaré Michael Ignatieff sur un ton ferme lors de sa conférence de presse, lundi matin. La vraie question qui se pose est : est-ce que M. Harper souhaite que le Parlement fonctionne? (...) C'est le choix du premier ministre. (...) S'il veut faire marcher le Parlement, c'est très facile pour lui de répondre de façon positive. Mais il doit savoir que je suis prêt à voter contre.»

Le chef libéral demande depuis plusieurs mois d'uniformiser les critères d'admissibilité à l'assurance emploi au pays. Il souhaite que toute personne ayant accumulé 360 heures de travail puisse obtenir des prestations. À l'heure actuelle, les heures requises varient d'une région à l'autre selon la vigueur de l'économie. Les conservateurs ont toujours opposé une fin de non-recevoir à cette proposition. M. Ignatieff a précisé lundi qu'il était prêt à mettre de l'eau dans son vin sur cette question.

Mais dans une conférence de presse en après-midi, M. Harper a affirmé que la seule réforme qu'il a en tête pour le moment est de permettre aux travailleurs autonomes de cotiser au régime d'assurance emploi pour être admissibles à des prestations en cas de perte d'emploi.

M. Ignatieff a aussi exigé que le gouvernement précise quelles sommes ont été dépensées dans son plan de relance économique au cours des 120 derniers jours, et quelles sommes seront dépensées dans les 120 prochains jours.

M. Harper a répliqué que les libéraux empêcheront le gouvernement d'accélérer les dépenses dans les infrastructures s'ils votent contre les crédits budgétaires vendredi.

«Il demande que le gouvernement dépense plus vite. On ne peut pas dépenser plus vite sans l'appui du Parlement vendredi pour dépenser, et c'est la raison pour laquelle j'encourage M. Ignatieff à voter pour les crédits budgétaires», a dit M. Harper.

Le chef libéral a demandé au gouvernement Harper de préciser comment il comptait redresser les finances de l'État. Il y a quelques semaines, le ministre des Finances, Jim Flaherty, a déclaré que le déficit dépassera les 50 milliards de dollars cette année. À ce sujet, M. Harper a affirmé durant la période de questions que le gouvernement prévoit un retour aux budgets équilibrés en 2013, sans donner plus de détails.

Quant aux isotopes médicaux, Michael Ignatieff exige du gouvernement d'explicitier son plan pour pallier la pénurie à venir. Le réacteur nucléaire de Chalk River, qui fournit près du tiers de ces isotopes nécessaires à la détection du cancer dans le monde entier, a cessé ses opérations il y a quelques semaines. Les professionnels de la santé multiplient depuis les interventions pour mettre en garde contre une crise à l'échelle mondiale.

À ce sujet, Stephen Harper a déclaré que le gouvernement travaille actuellement pour trouver des solutions de rechange à long terme.

Assistant à ce jeu de ping-pong entre les conservateurs et les libéraux, le Bloc québécois et le NPD ont réitéré leurs intentions de voter contre le gouvernement Harper.

Le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a affirmé qu'il tient à ce que le gouvernement fédéral abolisse le délai de carence de deux semaines avant qu'un travailleur qui a perdu son emploi puisse toucher des prestations d'assurance emploi.

Joël-Denis Bellavance et Hugo de Grandpré

\*\*\*\*\*

### **Rue Frontenac, 16 juin 2009 - Ignatieff pose quatre conditions à Harper**

Une véritable partie d'échecs s'amorce, encore une fois, dans la capitale fédérale. Les conservateurs devront se plier à quatre conditions s'ils veulent assurer leur survie et éviter des élections générales en plein mois de juillet.

Le chef libéral, Michael Ignatieff, a l'intention de faire durer le suspense toute la semaine. Il menace de voter contre l'adoption des crédits budgétaires, vendredi, si le gouvernement n'a pas répondu favorablement, d'ici là, à ses demandes.

«Le Parti libéral du Canada ne veut pas d'élections, a-t-il lancé au tout début de son allocution. Les Canadiens ne veulent pas d'élections. Je veux remplacer la confrontation par la coopération.»

#### **Assurance-emploi**

La principale condition émise par le chef libéral touche l'assurance emploi. L'opposition réclame depuis des mois des modifications au régime. Les libéraux veulent une norme nationale d'admissibilité, ce à quoi s'opposent fermement les conservateurs.

En présentant le deuxième rapport d'étape de son plan économique destiné à sortir le Canada de la crise, jeudi dernier, le premier ministre, Stephen Harper, a laissé entendre qu'il voulait apporter certaines modifications au régime l'automne prochain.

«Il doit nous dire quel est son plan maintenant et pas dans trois mois, a indiqué M. Ignatieff. Nous sommes prêts à siéger plus longtemps si c'est nécessaire.»

#### **Flexibilité**

Le chef libéral s'est cependant montré flexible, n'émettant aucune exigence quant au plan en question. «Les gens responsables peuvent accepter des compromis, mais les propositions devront aider les Canadiens, a-t-il ajouté. Je suis de ces gens en politique qui ne mettent pas d'étiquette sur les bonnes idées, je ne suis pas hyper partisan, mais je veux qu'il nous dise ce qu'il entend faire dès maintenant.»

Le gouvernement devra en outre informer l'opposition de la somme d'argent qui a été dépensée depuis 120 jours pour relancer l'économie et combien il entend en dépenser dans les 120 prochains jours. Stephen Harper devra aussi clarifier son plan de retour à l'équilibre budgétaire et partager avec l'opposition ses solutions pour venir à bout de la crise des isotopes médicaux.

L'ex-ministre libéral sous Jean Chrétien Don Boudria, aujourd'hui devenu consultant pour la firme de relations publiques Hill and Knowlton, qualifie les demandes de M. Ignatieff de «très

raisonnables».

«Michael Ignatieff a fait ce qu'il y avait de plus responsable à faire, soit d'essayer de faire fonctionner le Parlement, dit-il. Il aura tout fait pour que ça fonctionne. Il ne reste plus qu'au premier ministre à bouger et à démontrer une ouverture.»

### **Pas comme Dion**

Même s'il laisse le gouvernement Harper survivre une fois de plus, le chef libéral aura à tout le moins réussi à éloigner son parti de l'image laissée par son prédécesseur, mentionne Luc Dupont, professeur en marketing à l'Université d'Ottawa et spécialiste de l'image.

«Je pense que M. Ignatieff a beaucoup appris en regardant Stéphane Dion, explique-t-il. Avec M. Dion, tout était toujours trop clair. Il n'avait aucune possibilité quand venait le temps de bluffer et se retrouvait coincé, puis finissait par revenir sur sa parole et par marcher sur son orgueil. En émettant des conditions plus ou moins claires, M. Ignatieff, même si je crois qu'il n'a aucune envie de déclencher des élections, a gardé toutes ses options ouvertes. Si M. Harper répond positivement à ses demandes, il a le beau jeu de ne pas défaire le gouvernement. Dans le cas contraire, il pourra évoquer que le non-respect de ses exigences l'oblige à renverser le gouvernement.»

Politologue à l'Université du Québec à Montréal, Raphaël Crevier rappelle que M. Ignatieff doit tenir compte du fait que la population ne veut pas d'une élection générale cet été. «Je crois que nous aurons toutefois droit à une campagne électorale larvée tout l'été, où il sera question des points soulevés aujourd'hui par M. Ignatieff.»

Mathieu Bélanger

\*\*\*\*\*

### **LCN, 16 juin 2009 - Harper ne veut pas se plier**

Pas question pour Stephen Harper de plier devant le chef libéral Michael Ignatieff qui lui demandait, ce matin, d'élaborer notamment sur les modifications annoncées pour l'automne à l'assurance-emploi.

Le PLC menace de voter contre les crédits budgétaires vendredi, si le gouvernement ne lui répond pas avec satisfaction sur ce point, ainsi que sur la mise en application du plan de développement économique.

Cette éventualité aurait pour conséquence de faire tomber le gouvernement, puisque le NPD et le Bloc ont déjà annoncé qu'ils voteraient contre les crédits déposés par le gouvernement Harper.

Le premier ministre soutient ne pas vouloir d'élections. Ceci dit, il a indiqué que les changements prévus à l'assurance-emploi visent l'inclusion des travailleurs autonomes au régime, ce qui ne peut

être complété en quelques jours.

Quant aux précisions demandées par monsieur Ignatieff sur le programme d'infrastructure et le retour à l'équilibre budgétaire, monsieur Harper a indiqué que tout était déjà prévu sur papier.

\*\*\*\*\*

### **Canal Argent, 16 juin 2009 - Assurance-emploi : la proposition libérale n'aidera pas les chômeurs des régions défavorisées**

L'assurance-emploi offre des prestations aux personnes qui, après avoir perdu leur emploi, sont en recherche active d'un nouvel emploi.

Un prestataire doit avoir accumulé de 420 à 700 heures d'emploi assurable pendant la période de référence pour avoir droit à des prestations. Le nombre exact dépend du taux de chômage régional pertinent. Plus le taux de chômage régional est élevé, moins il faut d'heures travaillées. Ainsi, on exige un minimum de 420 heures là où le taux de chômage dépasse 13 %, alors qu'il faut un minimum de 700 heures si le taux de chômage est de 6 % ou moins.

Le taux de chômage régional applicable est la moyenne des taux mensuels désaisonnalisés de la dernière période de trois mois pour laquelle Statistique Canada a produit des statistiques et qui précède la semaine du début de la période de prestations.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles on peut verser des prestations est établi à partir de deux facteurs. Il s'agit du nombre d'heures d'emploi assurable accumulé par le prestataire pendant sa période de référence, et du taux de chômage régional applicable. Ce nombre maximal de semaines avec prestations varie de 14 à 45.

À titre d'exemple, lorsque le taux de chômage régional applicable est de 6 %, et que le prestataire a accumulé 700 heures d'emploi assurable pendant la période de référence, un maximum de 14 semaines de prestations est alors payable. Par contre, un autre prestataire qui a 1 330 heures d'emploi assurable et pour qui le taux de chômage régional est supérieur à 16 % pourrait recevoir jusqu'à 45 semaines de prestations.

On voit que les chômeurs qui vivent dans des régions où le taux de chômage est plus élevé ont plus de facilité à se qualifier à l'assurance-emploi et qu'ils peuvent toucher des prestations plus longtemps. Comme il convient à un régime d'assurance sociale, il y a corrélation entre le risque de chômage et la valeur des prestations reçues.

Le Parti libéral a proposé d'établir une norme nationale d'admissibilité de 360 heures jusqu'à la reprise économique. Doit-on accepter cette proposition? Avant de répondre, analysons pourquoi le nombre d'heures travaillées requises pour être admissible à l'assurance-emploi varie en fonction du taux de chômage régional.

Comme il s'agit d'un programme assurance-emploi plutôt qu'un programme d'assistance sociale, seules les personnes qui sont sur le marché du travail devraient être admissibles aux prestations. La législation en vigueur mesure cette appartenance au marché du travail en exigeant un minimum d'heures travaillées.

On est justifié d'exiger un plus grand nombre d'heures travaillées dans une région qui compte un taux de chômage plus faible. Plus le taux de chômage est faible, plus le marché du travail est dynamique et plus il est facile de trouver et de conserver un emploi. Quand le taux de chômage régional est plus élevé, les emplois sont plus rares et les travailleurs qui perdent leur emploi ont plus de difficulté à en dénicher un nouveau.

Si on acceptait la proposition libérale, il serait aussi facile de se qualifier pour recevoir des prestations d'assurance-emploi dans la région de Chaudières-Appalaches qui a un taux de chômage de 5,1 % que dans la région de la Gaspésie où le taux de chômage atteint 19.1 %. Comment peut-on prétendre aider les chômeurs des régions défavorisées avec une telle proposition?

On doit refuser cette proposition qui transformerait de façon radicale les règles d'admissibilité à l'assurance-emploi et lui ferait perdre en partie son caractère de régime d'assurance.

Les dispositions actuelles datent de 1997. Le Canada a, depuis cette date, mis de l'ordre dans ses finances publiques tout en assurant la croissance de son économie. Les règles de l'assurance-emploi y ont contribué, à leur façon. La situation économique et financière du Canada est enviée à travers la planète. Prenons soin de ne pas défaire notre formule gagnante.

Claude Garcia

\*\*\*\*\*

### **Cyberpresse, 15 juin 2009 - Harper rencontrera Ignatieff, mais une élection reste possible**

La menace d'une élection estivale est loin d'être dissipée, le chef libéral Michael Ignatieff et le premier ministre Stephen Harper se livrant à une partie de poker politique dont les règles ne semblent pas du tout définies.

Toute la journée lundi, les deux chefs ont fait durer le suspense en se lançant la balle pour ne pas avoir à porter l'odieux de la tenue d'éventuelles élections au beau milieu des vacances d'été.

D'une part, Michael Ignatieff exige du premier ministre qu'il réponde à ses interrogations sur quatre fronts, dont l'épineuse question des changements au régime d'assurance-emploi, s'il souhaite garder le pouvoir encore quelques semaines.

De l'autre, Stephen Harper se dit prêt à rencontrer le chef de l'opposition, mais qu'il est hors de question pour lui de procéder d'ici vendredi aux changements à l'assurance-emploi que réclament

les libéraux, notamment sur leur souhait d'abaisser à 360 heures travaillées le seuil d'admissibilité au régime.

Dans le but de voir si un terrain d'entente peut être trouvé avant le vote crucial, le premier ministre a donc invité son adversaire à un tête-à-tête, dès mardi.

Si aucun compromis n'est trouvé, le cul-de-sac pourrait mener à la défaite du gouvernement conservateur pas plus tard que vendredi, au moment du vote sur les crédits budgétaires qui, puisqu'il s'agit d'une question d'ordre financier, représente un vote de confiance. Le sort du gouvernement repose entre les mains des libéraux puisque le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique ont déjà confirmé qu'ils voteraient contre le gouvernement.

Tant le chef conservateur que le chef libéral disent ne pas vouloir d'élections générales cet été, mais ni l'un ni l'autre n'accepte de plier et de retirer cette possibilité de son écran radar.

En plus d'une bonification de l'assurance-emploi, M. Ignatieff exige des réponses quant à l'argent réellement dépensé pour les infrastructures au pays, les façons dont les conservateurs comptent revenir à l'équilibre budgétaire et les moyens qu'ils envisagent pour régler la crise des isotopes médicaux.

En point de presse, M. Harper a qualifié les demandes de son adversaire de «pas claires». Il est difficile de répondre à un ultimatum qui n'en est pas un, a-t-il souligné.

«Si l'opposition veut que le gouvernement continue ses projets et son plan d'action économique, elle devrait voter pour les «estimés» (budgétaires) vendredi. Si l'opposition veut une élection et veut bloquer une partie de ces fonds, elle devrait voter contre», a tranché M. Harper.

Sur le terrain de l'assurance-emploi, les conservateurs disent vouloir aller de l'avant avec une de leurs promesses électorales de l'automne dernier, soit de permettre aux travailleurs autonomes de cotiser pour pouvoir bénéficier du régime, s'ils le souhaitent.

«C'est une refonte vraiment majeure que nous regardons pour l'automne. Ce genre de changements et d'autres changements majeurs ne peuvent pas s'écrire sur le dos d'une enveloppe en quelques jours», a noté M. Harper.

Il a encouragé l'opposition à contribuer à cette idée, mais n'a pas mâché ses mots quant à la proposition libérale d'abaisser le seuil d'admissibilité à l'assurance-emploi à 360 heures de travail partout au pays, une demande qu'il a qualifiée «d'irresponsable», brandissant même l'épouvantail de la défunte coalition conclue avant Noël.

«C'est une idée pour unifier la coalition libérale-Bloc-NPD. Il (M. Ignatieff) sait très bien que le gouvernement conservateur ne va pas accepter une idée si irresponsable», a-t-il lâché.

Plus tôt dans la journée, M. Ignatieff avait laissé savoir qu'il ne tenait pas mordicus à ce que les

conservateurs consentent à cette demande précise sur les 360 heures, mais les invitait plutôt à agir avant la conclusion de l'actuelle session parlementaire.

«Le gouvernement doit dire maintenant aux Canadiens quels sont ses plans pour l'assurance-emploi, pas dans trois mois», avait-il expliqué.

Cette porte ouverte, M. Harper l'a claquée au nez de son adversaire.

«On ne peut pas faire ça avec des dates limites de quelques journées (...). Ce n'est pas réaliste», a soutenu le premier ministre, qui se dit malgré tout encore prêt à rencontrer M. Ignatieff.

Michael Ignatieff, lui, dit vouloir remplacer «la confrontation par la coopération», mais il a ajouté qu'il devait s'assurer que le gouvernement agisse de manière responsable.

Ce bras-de-fer entre les deux hommes survient alors qu'un sondage Harris-Decima mené pour La Presse Canadienne suggère que seulement 14 pour cent des Canadiens souhaitent des élections cet été.

Fannie Olivier et Karine Fortin

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 15 juin 2009 - Harper défie poliment l'opposition**

En point de presse, lundi, le premier ministre Stephen Harper a répliqué aux demandes exprimées par le chef de l'opposition officielle, Michael Ignatieff, en réaction au rapport d'étape du gouvernement sur l'économie déposé jeudi dernier.

M. Harper a résumé la situation simplement: le Parti libéral n'a qu'à voter pour les crédits budgétaires, vendredi prochain, s'il ne veut pas d'élections générales.

Il n'est pas réaliste de faire des demandes pour que des changements majeurs surviennent en quelques jours, a dit M. Harper. Toutefois, le premier ministre a laissé une porte ouverte à la discussion, en disant qu'il était prêt à écouter les propositions que le chef libéral pourrait lui présenter. « Nous serons certainement prêts à en discuter cet été, tandis que nous préparerons la session automnale », a souligné le premier ministre.

Stephen Harper a dit qu'il ne voulait pas d'élections, tout comme les Canadiens, et qu'il voulait gouverner. Il a affirmé qu'il devait cependant être prêt à toute éventualité, dans un contexte de gouvernement minoritaire.

Le premier ministre avait une réponse prête pour chacune des demandes du chef de l'opposition officielle. Stephen Harper s'est d'ailleurs dit surpris que Michael Ignatieff n'ait pas profité de la période des questions à la Chambre des communes pour réitérer ses demandes. Le chef libéral y a

plutôt abordé le sujet de la crise des isotopes médicaux.

Il est difficile de répondre à un ultimatum qui n'en est pas un, a résumé M. Harper.

### **Assurance-emploi**

Le premier ministre Harper a rappelé les 5,5 millions de dollars prévus dans le budget pour prolonger les prestations des personnes qui en reçoivent déjà, et de celles qui suivent une formation à long terme.

Il a martelé qu'il n'acceptait pas l'idée d'abaisser le seuil d'admissibilité aux prestations à 360 heures travaillées ou, comme il le dit, une année de travail de 45 jours.

Le premier ministre a cependant révélé qu'il présenterait l'automne prochain un projet de loi visant à élargir le programme d'assurance-emploi pour que les travailleurs autonomes puissent aussi cotiser. Il s'agit d'une promesse électorale des conservateurs.

### **Dépenses en infrastructures**

Stephen Harper a déclaré qu'il avait besoin de l'autorisation du Parlement pour mettre en oeuvre les dépenses contenues dans le budget déposé en janvier dernier.

Par conséquent, M. Harper suggère au Parti libéral de voter pour les crédits budgétaires s'il veut que l'argent soit disponible.

### **Déficit**

M. Harper a déclaré que son ministre des Finances, Jim Flaherty, avait souvent réitéré en Chambre qu'il maintenait son plan de cinq ans pour revenir à l'équilibre budgétaire, malgré un déficit prévu qui est passé de 33,7 milliards à 50,2 milliards de dollars en 2009-2010.

### **Isotopes**

Le premier ministre a rappelé que le problème des isotopes médicaux ne faisait pas partie du budget. Il a réitéré l'engagement de son gouvernement à trouver une solution avec ses partenaires internationaux et à fournir un plan écrit.

À ce sujet, les conservateurs ont fait un premier geste lundi, en nommant le Dr Alexander McEwan à titre de conseiller spécial de la ministre de la Santé Leona Aglukkaq, dans ce dossier.

Membre du groupe spécial d'experts sur les isotopes médicaux de Santé Canada depuis 2007, ex-président de la Society of Nuclear Medicine, le Dr McEwan devra aider la ministre à trouver des solutions de rechange et à communiquer l'information sur la pénurie actuelle et ses effets.

\*\*\*\*\*

**Métro Montréal, 15 juin 2009 - Harper rencontrera Ignatieff, mais une élection reste possible**

La menace d'une élection estivale est loin d'être dissipée, le chef libéral Michael Ignatieff et le premier ministre Stephen Harper se livrant à une partie de poker politique dont les règles ne semblent pas du tout définies.

Toute la journée lundi, les deux chefs ont fait durer le suspense en se lançant la balle pour ne pas avoir à porter l'odieux de la tenue d'éventuelles élections au beau milieu des vacances d'été.

D'une part, Michael Ignatieff exige du premier ministre qu'il réponde à ses interrogations sur quatre fronts, dont l'épineuse question des changements au régime d'assurance-emploi, s'il souhaite garder le pouvoir encore quelques semaines.

De l'autre, Stephen Harper se dit prêt à rencontrer le chef de l'opposition, mais qu'il est hors de question pour lui de procéder d'ici vendredi aux changements à l'assurance-emploi que réclament les libéraux, notamment sur leur souhait d'abaisser à 360 heures travaillées le seuil d'admissibilité au régime.

Dans le but de voir si un terrain d'entente peut être trouvé avant le vote crucial, le premier ministre a donc invité son adversaire à un tête-à-tête, dès mardi.

Si aucun compromis n'est trouvé, le cul-de-sac pourrait mener à la défaite du gouvernement conservateur pas plus tard que vendredi, au moment du vote sur les crédits budgétaires qui, puisqu'il s'agit d'une question d'ordre financier, représente un vote de confiance. Le sort du gouvernement repose entre les mains des libéraux puisque le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique ont déjà confirmé qu'ils voteraient contre le gouvernement.

Tant le chef conservateur que le chef libéral disent ne pas vouloir d'élections générales cet été, mais ni l'un ni l'autre n'accepte de plier et de retirer cette possibilité de son écran radar.

En plus d'une bonification de l'assurance-emploi, M. Ignatieff exige des réponses quant à l'argent réellement dépensé pour les infrastructures au pays, les façons dont les conservateurs comptent revenir à l'équilibre budgétaire et les moyens qu'ils envisagent pour régler la crise des isotopes médicaux.

En point de presse, M. Harper a qualifié les demandes de son adversaire de "pas claires". Il est difficile de répondre à un ultimatum qui n'en est pas un, a-t-il souligné.

"Si l'opposition veut que le gouvernement continue ses projets et son plan d'action économique, elle devrait voter pour les 'estimés' (budgétaires) vendredi. Si l'opposition veut une élection et veut bloquer une partie de ces fonds, elle devrait voter contre", a tranché M. Harper.

Sur le terrain de l'assurance-emploi, les conservateurs disent vouloir aller de l'avant avec une de leurs promesses électorales de l'automne dernier, soit de permettre aux travailleurs autonomes de cotiser pour pouvoir bénéficier du régime, s'ils le souhaitent.

"C'est une refonte vraiment majeure que nous regardons pour l'automne. Ce genre de changements et d'autres changements majeurs ne peuvent pas s'écrire sur le dos d'une enveloppe en quelques jours", a noté M. Harper.

Il a encouragé l'opposition à contribuer à cette idée, mais n'a pas mâché ses mots quant à la proposition libérale d'abaisser le seuil d'admissibilité à l'assurance-emploi à 360 heures de travail partout au pays, une demande qu'il a qualifiée "d'irresponsable", brandissant même l'épouvantail de la défunte coalition conclue avant Noël.

"C'est une idée pour unifier la coalition libérale-Bloc-NPD. Il (M. Ignatieff) sait très bien que le gouvernement conservateur ne va pas accepter une idée si irresponsable", a-t-il lâché.

Plus tôt dans la journée, M. Ignatieff avait laissé savoir qu'il ne tenait pas mordicus à ce que les conservateurs consentent à cette demande précise sur les 360 heures, mais les invitait plutôt à agir avant la conclusion de l'actuelle session parlementaire.

"Le gouvernement doit dire maintenant aux Canadiens quels sont ses plans pour l'assurance-emploi, pas dans trois mois", avait-il expliqué.

Cette porte ouverte, M. Harper l'a claquée au nez de son adversaire.

"On ne peut pas faire ça avec des dates limites de quelques journées (...). Ce n'est pas réaliste", a soutenu le premier ministre, qui se dit malgré tout encore prêt à rencontrer M. Ignatieff.

Michael Ignatieff, lui, dit vouloir remplacer "la confrontation par la coopération", mais il a ajouté qu'il devait s'assurer que le gouvernement agisse de manière responsable.

Ce bras-de-fer entre les deux hommes survient alors qu'un sondage Harris-Decima mené pour La Presse Canadienne suggère que seulement 14 pour cent des Canadiens souhaitent des élections cet été.

Fannie Olivier et Karine Fortin

\*\*\*\*\*

### **Coalition des Sans-Chemise, 14 juin 2009 - Dévoilement des résultats de la campagne des Sans-Chemise: Large consensus pour améliorer l'assurance-emploi**

La Coalition des Sans-Chemise, qui regroupe la FTQ, la CSN, la CSQ et le Conseil national des chômeuses et des chômeurs (CNC), dévoile les résultats de sa campagne pour la bonification du régime d'assurance-emploi. Elle compte dorénavant sur un large appui au Québec comme au Canada. Près de 500 instances du monde politique, municipal, régional et économique ainsi que des institutions d'enseignement, l'Assemblée des évêques du Québec et divers organismes

régionaux s'unissent pour réclamer d'une même voix une réforme du programme. Des conseils municipaux, dont ceux de Montréal et de Toronto, des CRE, des MRC, des instances économiques locales et régionales comme les chambres de commerce et les CLD ont signé la déclaration des Sans-chemise. A cette liste s'ajoutent la Fédération canadienne des municipalités, qui a adopté récemment une résolution à cet effet, ainsi que plusieurs provinces qui donnent leur appui à des améliorations à l'assurance-emploi dont le Québec, l'Ontario, la Saskatchewan et le Manitoba.

Faisant écho au large appui exprimé pour une amélioration substantielle et immédiate de l'assurance-emploi, la Coalition des Sans-Chemise demande aux libéraux d'utiliser leur journée de l'opposition, le 19 juin prochain, pour donner suite à leur promesse d'améliorer le régime d'assurance-emploi.

Avec la fin de la session parlementaire à Ottawa, les membres de la Coalition constatent avec déception que bien que la situation du chômage se soit considérablement détériorée au cours des derniers mois, le gouvernement Harper n'a toujours pas bougé. "Depuis que les conservateurs ont repris le pouvoir, c'est plus de 360 000 emplois qui se sont envolés au pays. On anticipe que le taux de chômage passera bientôt la barre des 10 %. Qu'est-ce que ça va prendre pour que le gouvernement passe à l'action ?", demande Michel Arsenault, président de la FTQ.

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, rappelle qu'une bonification de l'assurance-emploi demeure incontournable en regard des besoins des travailleurs et des travailleuses, mais qu'elle est aussi la mesure qui a l'effet le plus stimulant pour l'économie. "Il s'agit là du meilleur investissement que le gouvernement puisse faire en période de récession. L'inertie des conservateurs n'est ni plus ni moins que de l'entêtement idéologique", fait-elle remarquer.

Les porte-parole de la Coalition observent que jamais la nécessité de bonifier l'assurance-emploi n'a fait l'objet d'un aussi large consensus social. "Au Québec, les élus de toutes les régions, ceux et celles qui sont le plus proches de la réalité de tous les jours, maires et préfets, se sont levés pour demander qu'on agisse dès maintenant pour aider les chômeurs, de souligner Réjean Parent, président de la CSQ. Il s'agit là d'un consensus que nos députés fédéraux auraient tort d'ignorer."

La Coalition prend à témoin la résolution adoptée au congrès de la Fédération canadienne des municipalités la semaine dernière qui demande notamment au gouvernement fédéral de réduire les critères d'admissibilité et de bonifier les indemnités. "Il s'agit là d'un geste inédit de la part de la FCM. Une initiative qui traduit bien la gravité de la situation et l'urgence d'agir", de dire Pierre Céré, porte-parole du Conseil national des chômeurs.

Face à l'inaction désespérante des conservateurs et devant l'imminence de la clôture des travaux parlementaires à Ottawa, les porte-parole de la Coalition demandent donc aux partis d'opposition de s'unir pour signifier leur non-confiance envers la performance des conservateurs. "Nous demandons plus particulièrement au Parti libéral de donner suite à sa volonté exprimée récemment d'améliorer le régime d'assurance-emploi", ont-ils signifié.

Renseignements: Michelle Filteau, CSN, (514) 894-1326; Jean Laverdière, FTQ, (514) 893-7809; Dany St-Jean, CSQ, (514) 212-5457; Pierre Céré, CNC, (514) 606-4074; Source: CSN, FTQ, CSQ, CNC